



# COMMUNICATION

## INTERSYNDICALE

En cette Journée des droits des femmes et alors que notre journal fait la Une sur ce sujet nous avons appris par des médias extérieurs que **le PDG du Dauphiné Libéré, Christophe Tostain est renvoyé devant un tribunal correctionnel pour violence sur conjointe**. Information suivie d'un courrier à en-tête du DL signé de la main de Christophe Tostain et adressé à tous les salariés du DL confirmant qu'il y a bien une affaire.

S'il ne nous appartient pas de juger des faits, qui relèvent de la sphère privée, **NOUS ne pouvons que déplorer l'impact de cette affaire sur notre journal**. L'image catastrophique renvoyée sur notre titre éclabousse toutes les composantes de l'entreprise d'autant que c'est notre PDG, lui-même, qui aurait fait état de sa profession et de sa « supériorité » sociale pour menacer les gendarmes.

Lors d'une réunion à Grenoble ce jeudi, le PDG s'est exprimé en expliquant qu'il s'agissait d'une affaire privée et qu'il était « serein et confiant » quant à son issue judiciaire. Il a, par la suite, demandé aux salariés « d'être solidaires en cette période difficile pour lui ». Les syndicats du DL sont extrêmement choqués par cette affaire qui ternit l'image de notre journal. Nous comprenons les salariés qui, choqués par la demande du PDG, ont quitté la réunion et nous les soutenons.

Nous condamnons l'absence de traitement de ce fait divers dans les pages du journal. En tant que quotidien régional, le Dauphiné Libéré doit une information transparente aux lecteurs. Au lendemain de la révélation de l'affaire, nous constatons un manquement à cette mission.

**Nous ne pouvons qu'inciter M. Christophe Tostain à assumer ses responsabilités et surtout à ne plus mêler l'entreprise à cette affaire « privée ».**